

Nouvelles locales du mercredi 22 avril 2015

@rib News, 22/04/2015 | Politique- Des tracts ont été distribués dans la commune de Mubimbi de la province de Bujumbura le matin de ce mercredi. Ils étaient de deux sortes. D'une part, certains écrits mettaient en garde Rwasa Agathon ainsi que ses membres dans cette commune. Selon ces derniers, Rwasa et ses sympathisants doivent faire attention dans tout ce qu'ils font dans cette commune puis qu'ils peuvent avoir des problèmes. D'autre part, certains autres écrits mettent en garde 14 membres de la jeunesse Imbonerakure de cette commune ainsi que leurs familles respectives que s'il arrive du mal à qui que ce soit, ils devront en répondre. L'administrateur de cette commune confie ces informations et promet qu'il va tenir dans les plus brefs délais une réunion de sensibilisation et de pacification. [rpa]

- Le ministre de la justice a affirmé ce lundi soir que le président de la République est comme un arbre sur lequel personne ne peut grimper (« igiti kiturirwa »). Selon Pascal Barandagiye, ceux qui disent du mal importe quoi contre la personne du président de la République ne peuvent pas ne pas être poursuivis puis qu'ils s'attaquent à une institution. Il trouve que cette infraction est très grave selon le code pénal burundais et celui qui en est poursuivi ne peut prétendre à un soutien légal légitime de la part de qui que ce soit. Il répondait aux questions des journalistes lors de la conférence de presse animée conjointement ce lundi soir entre les ministres de la Sécurité publique, celui de la Défense des anciens combattants, celui de l'Intérieur et celui de la justice. [rtnb/bonesha/isanganiro/rpa/rtr]- L'ex-président de la Commission Nationale des Terres et autres Biens (CNBT) fait savoir que ceux qui ont signé la pétition demandant au président de la République de ne pas briguer un troisième mandat l'ont fait en conscience. Admettant qu'il n'a pas signé cette pétition et que cela ne peut pas justifier sa destitution à la tête de cette commission, il assure qu'il respecte la hiérarchie et la structure de l'Église Catholique. Il ajoute qu'il reste libre et soumis donc à l'obligation de respecter les Évêques en général et celui de son diocèse en particulier et à plus forte raison leur recommandation. Ainsi, il demande même que les fidèles de l'Église catholique fassent de même concernant les mandats présidentiels. Il assure enfin qu'il n'a aucune haine contre le président de la République mais qu'il est soumis à l'obligation de l'Église à « mawe wacu ». Il déplore tout de même le fait que certaines personnes aient été destituées pour avoir demandé à Nkurunziza de ne pas briguer un autre mandat à la tête de l'État. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]- On entend depuis quelques jours sur la permanence nationale du parti CNDD-FDD sise dans la commune urbaine de Ngagara des chants à la gloire du parti CNDD-FDD et du président de la République. Ces chants sont balancés à l'aide de hauts parleurs durant la nuit et pendant la journée. Les partis politiques de l'opposition y voient une manière de faire de la propagande d'une manière illégale. Le président de l'ADC-Ikibiri voit que cette attitude devrait être bannie puis que le pays est gouverné par la loi et que cette loi doit être la même pour tous. Il trouve par ailleurs que le CNDD-FDD qui se donne le droit de violer la constitution et les accords d'Arusha ne peut pas avoir honte de violer la loi sur la campagne électorale. Selon lui donc, c'est la CENI qui devrait agir contre ce comportement mais qu'elle se tait pour des raisons tout le monde peut comprendre. Il demande que cela cesse dans l'intérêt de tout le monde. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

Diplomatie- Les Etats Unis américains viennent de sortir un communiqué dans lequel ils se disent préoccupés par la situation socio-politique du Burundi dans ces jours de préparation des élections. Le communiqué trouve que d'une part le président de la République semble être responsable de briguer un troisième mandat à la tête du pays et d'autre part, les opposants sont responsables de l'empêcher. Ainsi, cette puissance trouve qu'il est aussi responsable que plus de personnes aient déjà quitté le Burundi par peur de la suite de cette candidature. Conscients de la violence qui caractérise les propos du haut commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies sur les Imbonerakure, les Etats Unis constatent avec amertume d'une milice d'un parti au pouvoir puisse être entretenue. De la sorte, ils mettent en garde contre des violences qui résulteraient de cette situation ajoutant qu'ils n'ont pas à prendre des mesures de refus de visas pour certains dirigeants de ce pays. [bonesha]- Le ministre des relations extérieures et de la coopération internationale a sorti un communiqué pour agir contre les propos du haut commissaire des droits de l'homme des Nations Unies qui a qualifié certains jeunes Imbonerakure de se comporter en milice. Selon ce communiqué, ces déclarations ne sont pas du tout fondées dans la mesure où elles ne sont appuyées d'aucune preuve tangible. Il ajoute que le fonctionnaire des Nations Unies est plutôt tombé dans le piège de certaines organisations de la société civile et certains médias qui propagent des rumeurs. Il assure que la sécurité est bonne sur toute l'étendue du territoire national que ceux qui ont fui le pays l'ont fait par suite de la famine puis que les Imbonerakure ne sont en aucun cas une source de menace contre la sécurité des personnes. Ainsi, il demande à Zed Al Hussein de retirer ses mots puis qu'ils peuvent causer un climat malsain et judiciaire à la tranquillité. [rtnb/rtr/isanganiro /rpa/bonesha]

Sécurité- Le Rwanda et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) ont commencé l'opération d'évacuation des réfugiés du secteur Nyanza vers une localité de Kirehe plus éloignée de la frontière burundo-rwandaise. Leur camp a été établi à 50km de cette localité sur une superficie de 50ha conformément à ce qu'ils avaient demandé. Le transport de ces réfugiés se fait par équipe de 600 personnes par jour et selon certaines informations, d'autres personnes continuent de fuir vers le Rwanda et leur nombre serait actuellement estimé à plus de 9.000 personnes. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]- Alors que le ministre de l'Intérieur vient d'affirmer que ce sont les rumeurs diffusées par certains médias qui font que la population fuie vers les pays limitrophes du Burundi, l'Association Burundaise des Radiodiffuseurs trouve que les propos de Nduwimana ne sont pas du tout vérifiés. Le président de l'ABR trouve plutôt qu'il s'agit pour ce ministre de questions du moment comme ailleurs le font les autres dirigeants. Patrick Nduwimana voit que c'est sa démarche habituelle de dire le contraire de ce qui est dit croyant se soustraire de ses obligations au moment où il y a apparemment une part de sa responsabilité. Il lui demande donc de laisser ceux qui le savent pour qu'ils le disent et trouve que son rôle devrait plutôt être au milieu pour entendre toutes les inquiétudes de toute part soulevées par la population quelque soit son appartenance politique. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]